

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, de la Modernisation des services publics et des Institutions scientifiques et culturelles nationales, le 15 mars 1991, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "fixant les conditions d'installation, d'entretien et d'utilisation des systèmes et centraux d'alarme visés à l'article 1er, § 4, de la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage", a donné le 3 avril 1991 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 15 maart 1991 door de Minister van Binnenlandse Zaken, van de Modernisering van de Openbare Diensten, en van de Nationale Wetenschappelijke en Culturele Instellingen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de voorwaarden voor installatie, onderhoud en gebruik van de in artikel 1, § 4, van de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten bedoelde alarmsystemen en alarm-centrales", heeft op 3 april 1991 het volgend advies gegeven :

EXAMEN DU PROJET.Intitulé.

L'intitulé serait mieux rédigé comme suit :

"Arrêté royal fixant les conditions d'installation, d'entretien et d'utilisation des systèmes centraux d'alarme par les entreprises de sécurité".

Préambule.

La loi du 20 juillet 1990, visée à l'alinéa 2, ne constitue pas le fondement légal de l'arrêté en projet et n'est utile à sa compréhension que pour déterminer les organismes accrédités de certification et de contrôle.

Ces organismes étant définis par l'article 1er, 4E, du projet, l'alinéa 2 est inutile et doit, dès lors, être omis.

Dispositif.Article 1er.

Cet article contient, en son 1E, la définition de "la loi".

La définition de la loi du 10 avril 1990 est inutile car elle n'apparaît qu'une seule fois au 2E et d'ailleurs de manière superflue.

Au 3E, il faut écrire :

.../...

"3Einstallateur agréé : l'installateur-électricien tel qu'il est défini à ..".

L'attestation d'installateur-électricien a fait l'objet d'une observation dans l'avis L. 20.615/2 sur le projet d'arrêté royal "relatif à l'agrément des entreprises de sécurité et à l'autorisation des entreprises de gardiennage ou des services internes de gardiennage".

De même, au 4E, on écrira :

"4Eorganisme accrédité de certification ou de contrôle : un des organismes définis à l'article 1er, 1 et 2, de la loi du 20 juillet 1990 ... (la suite comme au projet)".

Dans le texte français du 5E, les mots "telle que" sont à omettre.

Au 6E, écrire : ": le central pour ...".

Article 2.

De l'accord du fonctionnaire délégué, l'article serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 2. Le présent arrêté est applicable aux systèmes d'alarme qui sont :

1Einstallés dans un immeuble ou ses annexes, utilisé comme habitation ou comme lieu d'exercice d'une activité professionnelle;

.../...

2Epourvus d'une sirène extérieure ou d'une liaison par moniteur qui peut déclencher un appel à la police ou à la gendarmerie.

Toutefois, l'article 3 est également applicable aux systèmes d'alarme qui ne répondent qu'à la condition visée à l'alinéa 1er, 1E".

L'intitulé du chapitre II serait mieux rédigé comme suit :

"Chapitre II. Obligations imposées à l'utilisateur d'un système d'alarme".

Article 3.

L'article 3 serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 3. L'utilisateur d'un système d'alarme doit, dans les cinq jours ouvrables qui suivent la mise en service, en informer ...".

Article 4.

L'article 4, §§ 1er et 3, implique la présence permanente d'une personne qui puisse se rendre sur les lieux dans les trente minutes suivant le moment où l'alarme s'est déclenchée. Si cette obligation n'est pas respectée, la personne qui s'y est engagée encourt des sanctions pénales.

Le Conseil d'Etat, section de législation, conçoit mal qu'une tierce personne (parent ou voisin) puisse prendre

.../...

un engagement aussi astreignant. Il lui semble que seule une entreprise professionnelle pourrait accepter d'assurer un service de permanence vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

Le texte en projet, se heurtant à une difficulté considérable, doit être revu entièrement.

Le paragraphe 3, alinéa 2, autorise le fonctionnaire de police compétent à faire neutraliser le système d'alarme "par tous les moyens", lorsque la personne de contact (ou l'utilisateur) n'est pas sur place dans les délais fixés.

Selon les déclarations du fonctionnaire délégué, la "neutralisation du système d'alarme par tous les moyens" pourrait amener le fonctionnaire de police compétent (ou la personne qu'il désigne à cet effet) à pénétrer dans un immeuble "utilisé comme habitation", et ce sans autre formalité. Cette disposition est, dès lors, contraire à l'article 10 de la Constitution.

La loi du 10 avril 1990 précitée ne prévoit pas les conditions dans lesquelles la police peut faire une visite domiciliaire en vue d'arrêter l'alarme.

L'alinéa 2 du paragraphe 3 doit être revu ou omis au cas où il serait donné suite à l'observation faite sur les paragraphes 1er et 3 de l'article en projet.

Article 5.

La division en paragraphes ne se justifie pas.

L'article serait mieux rédigé comme suit :

.../...

"Art. 5. Un système d'alarme installé par l'utilisateur lui-même, ne peut être mis en service avant qu'un installateur agréé en ait approuvé l'installation.

La mise en service d'un système d'alarme est subordonnée à la conclusion d'un contrat d'entretien. Ce contrat doit prévoir la vérification de l'installation, au moins une fois par an, par un installateur agréé. La date de la vérification, l'identité de celui qui a procédé à la vérification et les travaux (ou réparations) à effectuer, doivent être mentionnés dans le livret d'entretien prévu à cette fin. Ce livret doit être disponible sur les lieux d'installation du système d'alarme afin que les autorités de police ou de gendarmerie puissent le consulter en cas d'alerte".

Article 6.

L'article 6 serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 6. Neuf ans après la date de l'installation d'un système d'alarme, une vérification approfondie du système doit être effectuée par un installateur agréé qui vérifie également si le système satisfait aux normes d'approbation en vigueur au moment de la vérification. Dans la négative, ...".

Article 7.

De l'accord du fonctionnaire délégué, les paragraphes 1er et 2 doivent être rédigés comme suit :

.../...

"Art. 7. § 1er. Le raccordement direct d'un système d'alarme ou d'un central d'alarme à un service de police est réservé aux personnes morales de droit public.

Toutefois, des personnes privées, physiques ou morales, peuvent exceptionnellement obtenir l'autorisation de faire raccorder leur système d'alarme ou leur central d'alarme à un service de police. Cette autorisation est accordée par celui qui assure la gestion du central 101 auquel le raccordement est demandé.

§ 2. Un raccordement direct à un service de police ne peut être réalisé que par l'établissement d'une liaison avec un central 101.

Toutefois, le raccordement à un autre central de police peut exceptionnellement être autorisé par le ministre de l'Intérieur".

De l'accord du fonctionnaire délégué, la deuxième phrase du paragraphe 3, 1E, doit être rédigée comme suit :

"Il doit faire apparaître l'identité des autres personnes qui ont été alertées par l'appel;".

Le paragraphe 4 serait mieux rédigé de la manière suivante :

"§ 4. Le ministre de l'Intérieur détermine les conditions particulières requises et la procédure à suivre pour obtenir l'autorisation de raccordement à un central 101".

.../...

Article 8.

L'alinéa 1er serait mieux rédigé de la manière suivante :

"Art. 8. Un système d'alarme raccordé à un central 101 ne peut être mis en service qu'après contrôle et approbation du matériel utilisé et de l'installation effectuée, par un organisme agréé de certification et de contrôle".

Le texte néerlandais des alinéas 2 à 5 devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Le texte néerlandais de l'intitulé du chapitre IV devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 9.

De l'accord du fonctionnaire délégué, la fin de la première phrase du paragraphe 1er serait mieux rédigée comme suit :

"... pour en déterminer l'origine et prendre les mesures nécessaires afin de prévenir une nouvelle fausse alerte due à la même cause".

Le texte néerlandais du paragraphe 1er serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Le paragraphe 2 serait mieux rédigé de la manière suivante :

"§ 2. Lorsqu'une fausse alerte est due à une défectuosité technique, le service de police compétent peut imposer à l'utilisateur du système d'alarme de lui soumettre, dans les dix jours, un certificat attestant qu'il a été fait appel à un installateur agréé pour réparer le système défectueux".

Le texte néerlandais du paragraphe 3, alinéa 1er, devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Le paragraphe 3, alinéa 2, de l'article en projet impose à l'utilisateur l'obligation d'informer son assureur éventuel de la mise hors service provisoire de son système d'alarme.

Cette disposition excède l'habilitation donnée au Roi par l'article 12, alinéa 2, de la loi du 10 avril 1990 précitée, et doit être omise.

Si le paragraphe 3, alinéa 2, est supprimé, la division de l'article en paragraphes ne se justifie plus.

Article 10.

La division de l'article en paragraphes qui ne contiennent chacun qu'un seul alinéa, ne se justifie pas.

Le texte néerlandais du paragraphe 2, devenant l'alinéa 2, devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

ST.

- -

L. 20.666/2.

L'article 10, § 3, devenant l'alinéa 3, serait mieux
rédigé comme suit :

.../...

"§ 3. Aussi longtemps que les conditions d'accréditation nécessaires n'auront pas été fixées ... et de contrôle n'auront pas été déterminées, le ministre de l'Intérieur désigne les organismes chargés de remplir les missions confiées aux organismes de certification et de contrôle, par l'article 8 et par l'article 9, § 3".

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP.Opschrift.

Het zou beter zijn het opschrift als volgt te redigeren :

"Koninklijk besluit tot vaststelling van de voorwaarden voor installatie, onderhoud en gebruik van alarmsystemen en alarmcentrales door beveiligingsondernemingen".

Aanhef.

De in het tweede lid genoemde wet van 20 juli 1990 levert geen rechtsgrond op voor het ontworpen besluit en draagt niet bij tot het begrip ervan, tenzij voor het bepalen van de geaccrediteerde certificatie- en keuringsinstellingen.

Daar die instellingen in artikel 1, 4E, van het ontwerp worden omschreven, is het tweede lid overbodig en dient het derhalve te vervallen.

Bepalend gedeelte.Artikel 1.

In punt 1E van dit artikel is een omschrijving van "de wet" te vinden. De omschrijving van de wet van 10 april

.../...

1990 is overbodig, want van die wet wordt slechts éénmaal, overigens nodeloos, gewag gemaakt, namelijk in punt 2E.

In 3E behoort te worden geschreven :

"3Eerkend installateur : de elektrotechnisch installateur zoals bepaald in ...".

Over het getuigschrift van elektrotechnisch installateur is een opmerking gemaakt in advies L. 20.615/2 over het ontwerp van koninklijk besluit betreffende de erkenning van beveiligingsondernemingen en de vergunning van bewakingsondernemingen of interne bewakingsdiensten.

Evenzo behoort er in 4E te worden geschreven :

"4Egeaccrediteerde certificatie- of keuringsinstelling : een van de instellingen omschreven in artikel 1, 1 en 2, van de wet van 20 juli 1990 ... (voorts zoals in het ontwerp).

In de Franse tekst van punt 5E moeten de woorden "telle que" vervallen.

In punt 6E schrijve men "de centrale voor ...".

Artikel 2.

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat het beter zou zijn het artikel als volgt te redigeren :

.../...

"Art. 2. Dit besluit is van toepassing op de alarmsystemen die :

1Egeïnstalleerd zijn in een gebouw of in de bijgebouwen, gebruikt als woning of voor de uitoefening van een beroepswerkzaamheid;

2Evoorzien zijn van een buitensirene of een monitorverbinding waarmee de politie of de rijkswacht kan worden opgeroepen.

Artikel 3 is evenwel ook van toepassing op de alarmsystemen die slechts aan de in het eerste lid, 1E, gestelde voorwaarde voldoen".

Het zou beter zijn het opschrift van hoofdstuk II als volgt te redigeren :

"Hoofdstuk II. Verplichtingen voor de gebruiker van een alarmsysteem".

Artikel 3.

Het zou beter zijn artikel 3 als volgt te redigeren :

"Art. 3. De gebruiker van een alarmsysteem moet de korpschef van de gemeentepolitie binnen vijf werkdagen na de ingebruikneming van het systeem hiervan schriftelijk op de hoogte brengen".

Artikel 4.

.../...

Artikel 4, §§ 1 en 3, houdt in dat iemand doorlopend aanwezig moet zijn om zich binnen dertig minuten na het ogenblik waarop het alarm in werking is gekomen, ter plaatse te begeven.

Indien die verbintenis niet wordt nagekomen, wordt de persoon die de verbintenis heeft aangegaan, gestraft.

De Raad van State, afdeling wetgeving, kan zich moeilijk voorstellen dat een derde (verwante of buurman) zo'n veeleisende verbintenis zou kunnen aangaan. Het wil hem voorkomen dat alleen een beroepsonderneming ermee kan instemmen vierentwintig uur per dag continudienst waar te nemen.

De ontworpen tekst moet in zijn geheel worden herzien omdat er hier een aanzienlijk probleem rijst.

Luidens paragraaf 3, tweede lid, mag de bevoegde politieambtenaar het alarmsysteem "met alle middelen" buiten werking stellen als de contactpersoon (of de gebruiker) niet binnen de gestelde termijnen ter plaatse is.

Volgens de verklaringen van de gemachtigde ambtenaar zou de bevoegde politieambtenaar (of de persoon die hij daartoe aanwijst) ertoe genoodzaakt kunnen worden een gebouw "gebruikt als woning" zonder enige formaliteit te hoeven vervullen binnen te dringen om het alarmsysteem met alle middelen buiten werking te stellen. Die bepaling is derhalve strijdig met artikel 10 van de Grondwet.

In de eerdergenoemde wet van 10 april 1990 worden geen voorwaarden gesteld waarop de politie zich toegang kan verschaffen tot een woning om er het alarm af te zetten.

.../...

Als er rekening wordt gehouden met de opmerking die bij de paragrafen 1 en 3 van het ontworpen artikel is gemaakt, behoort het tweede lid van paragraaf 3 te worden herzien of behoort het te vervallen.

Artikel 5.

Er is geen reden om het artikel in paragrafen in te delen.

Het zou beter zijn het artikel als volgt te redigeren :

"Art. 5. Een alarmsysteem dat de gebruiker zelf heeft geïnstalleerd, mag eerst in werking worden gesteld nadat een erkend installateur de installatie heeft goedgekeurd.

Het in werking stellen van een alarmsysteem wordt afhankelijk gesteld van het sluiten van een onderhoudscontract.

In dat contract moet worden bepaald dat de installatie ten minste eenmaal per jaar wordt nagezien door een erkend installateur. De datum waarop de installatie is nagezien, de identiteit van degene die dat heeft gedaan en de uit te voeren werkzaamheden (of herstellingen) dienen in het daartoe voorgeschreven onderhoudsboekje te worden vermeld. Dit boekje moet voorhanden zijn op de plaats waar het alarmsysteem is geïnstalleerd opdat de politie- of rijkswachtautoriteiten daarvan inzage kunnen nemen in geval van alarm".

.../...

Artikel 6.

Het zou beter zijn artikel 6 als volgt te redigeren :

"Art. 6. Negen jaar na de datum waarop een alarmsysteem is geïnstalleerd, moet het systeem grondig worden nagezien door een erkend installateur die eveneens nagaat of het systeem voldoet aan de goedkeuringsnormen die op dat ogenblik gelden.

Indien zulks niet het geval is, dient het systeem buiten werking te worden gesteld. De datum van het nazien, ...".

Artikel 7.

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat de paragrafen 1 en 2 als volgt moeten worden geredigeerd :

"Art. 7. § 1. Voor een rechtstreekse verbinding van een alarmsysteem of een alarmcentrale met een politiedienst komen alleen publiekrechtelijke rechtspersonen in aanmerking.

Privaatrechtelijke, natuurlijke of rechtspersonen, kunnen evenwel uitzonderlijk toestemming krijgen om hun alarmsysteem of hun alarmcentrale te laten verbinden met een politiedienst. Die toestemming wordt verleend door degene die het beheer heeft over een 101-centrale waarmee de verbinding wordt gevraagd.

.../...

§ 2. Een rechtstreekse verbinding met een politiedienst kan slechts tot stand worden gebracht door een verbinding met een 101-centrale.

De verbinding met een andere politiecentrale kan evenwel uitzonderlijk worden toegestaan door de Minister van Binnenlandse Zaken".

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat de tweede zin van paragraaf 3, 1E, als volgt moet worden geredigeerd :

"Hieruit moet de identiteit blijken van de andere personen die door de oproep zijn gewaarschuwd;".

Het zou beter zijn paragraaf 4 als volgt te redigeren :

"§ 4. De minister van Binnenlandse Zaken bepaalt de bijzondere vereisten en de te volgen procedure met het oog op het krijgen van toestemming voor een verbinding met een 101-centrale".

Artikel 8.

Het zou beter zijn het eerste lid als volgt te redigeren :

.../...

"Art. 8. Een alarmsysteem dat verbonden is met een 101-centrale kan eerst in werking worden gesteld nadat een geaccrediteerde certificatie- en keuringsinstelling het gebruikte materiaal en de tot stand gebrachte installatie heeft gecontroleerd en goedgekeurd".

De Nederlandse tekst van de leden 2 tot en met 5 zou aldus gesteld moeten worden :

"De beslissing tot goedkeuring of tot gemotiveerde weigering daarvan dient tot stand te komen binnen dertig dagen nadat de door de gebruiker bij aangetekende brief toegestuurde aanvraag tot goedkeuring is ontvangen. Indien de beslissing tot goedkeuring of tot weigering daarvan niet binnen de gestelde termijn aan de gebruiker wordt medegedeeld, mag deze zijn alarmsysteem voorlopig in werking stellen.

Bij goedkeuring van het geïnstalleerde alarmsysteem wordt een keuringslabel aangebracht op de sirene van het alarmsysteem of op een andere zichtbare plaats.

De datum van goedkeuring, de naam van de certificatie- of keuringsinstelling en van de controlerend persoon met diens handtekening, worden in het onderhoudsboekje vermeld.

De uitkomst van de keuring wordt in een vertrouwelijk verslag opgetekend en aan de betrokken installateur en de betrokken 101-centrale bezorgd".

Het opschrift van hoofdstuk IV behoort aldus te luiden :

.../...

"Hoofdstuk IV. - Loos alarm".

Artikel 9.

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat het beter zou zijn het slot van de eerste zin van paragraaf 1 als volgt te redigeren : "... om de oorzaak ervan vast te stellen en de nodige maatregelen te nemen om te voorkomen dat zich een nieuw loos alarm voordoet met dezelfde oorzaak".

Het zou beter zijn de gehele paragraaf 1 aldus te stellen :

"Nadat er zich een loos alarm heeft voorgedaan vraagt de gebruiker aan een erkend installateur binnen drie werkdagen ter plaatse te komen om de oorzaak ervan vast te stellen en de nodige maatregelen te nemen om te voorkomen dat zich een nieuw loos alarm voordoet met dezelfde oorzaak. De datum van het nazien, ... (voorts zoals in de ontworpen paragraaf 1".

Het zou beter zijn paragraaf 2 als volgt te redigeren :

"§ 2. Wanneer een loos alarm te wijten is aan een technisch defect, kan de bevoegde politiedienst de gebruiker van het alarmsysteem verplichten hem binnen tien dagen een bewijs over te leggen waaruit blijkt dat er op een erkend installateur een beroep is gedaan om het defecte systeem te herstellen".

.../...

Het zou beter zijn paragraaf 3, eerste lid, aldus te stellen :

"§ 3. Wanneer de politie binnen een jaar meer dan driemaal loos alarm te wijten aan een technische oorzaak heeft vastgesteld, kunnen de bevoegde politiediensten de verplichting opleggen de installatie te laten keuren door een geaccrediteerde certificatie- of keuringsinstelling. Die instelling bezorgt een verslag van de keuring aan de gebruiker van het alarmsysteem, de installateur en de commissie voor de erkenning van de beveiligingsondernemingen. Indien de politiediensten binnen een maand meer dan driemaal loos alarm te wijten aan een technische oorzaak hebben vastgesteld, dient het alarmsysteem buiten werking gesteld te worden totdat het hersteld is of totdat de oorzaak van het loze alarm is weggenomen".

De gebruiker wordt er door paragraaf 3, tweede lid, van het ontworpen artikel toe verplicht zijn eventuele verzekeraar ervan op de hoogte te brengen dat zijn alarmsysteem tijdelijk buiten werking is gesteld.

Met die bepaling wordt verder gegaan dan de machtiging die door artikel 12, tweede lid, van de eerdergenoemde wet van 10 april 1990 aan de Koning wordt verleend. Zij moet dan ook vervallen.

Indien paragraaf 3, tweede lid, vervalt, is er geen reden meer om het artikel in paragrafen in te delen.

.../...

Artikel 10.

Er is geen reden om het artikel in te delen in paragrafen die telkens uit slechts één lid bestaan.

Het zou beter zijn paragraaf 2, die het tweede lid wordt, als volgt te redigeren :

"Indien een politiedienst bij die alarmsystemen echter een loos alarm te wijten aan een technisch defect vaststelt, worden de bepalingen van hoofdstuk II en hoofdstuk IV toepasselijk uiterlijk vijftien dagen nadat het loze alarm is vastgesteld".

Het zou beter zijn artikel 10, § 3, die het derde lid wordt, als volgt te redigeren :

.../...

"§ 3. Zolang de accreditatievereisten niet zijn vastgesteld voor de ... en de voorwaarden voor ... niet zijn bepaald, wijst de minister van Binnenlandse Zaken de instellingen aan die ermee belast worden de taken uit te voeren die door artikel 8 en artikel 9, § 3, worden opgedragen aan de certificatie- en keuringsinstellingen".

.../...

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

C.-L. CLOSSET,

président de chambre,
kamervoorzitter,

M. LEROY,

conseiller d'Etat,
staatsraad,

F. RIGAUX,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

F. DELPEREE,

Madame : J. GIELISSEN,
Mevrouw :

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. Y. BOUCQUEY, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. B. DEROUAUX, référendaire.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Y. BOUCQUEY, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. B. DEROUAUX, referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN.

J.-J. STRYCKMANS.